RCS : NANTES
Code greffe : 4401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1971 B 60068
Numéro SIREN : 007 180 680
Nom ou dénomination : Société MASUY

Ce dépôt a été enregistré le 12/07/2021 sous le numéro de dépôt 14372

COMPTES ANNUELS

SOCIETE MASUY

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Siège social: 0 Le Fonteny 44220 COUERON

DATE DE CLOTURE : 31/12/2020

Copie Certifiée conforme

Sommaire

Règles et méthodes comptables ..... -1
Page de garde 1
Sommaire 2
Bilan - Actif 7
Bilan - Passif 8
Compte de résultat 9
Compte de résultat (suite) 10
Immobilisations 11
Amortissements 12
Provisions 13
Créances et dettes 14
Dettes garanties par des sûr 15
Engagements hors bilan 16
Crédit-Bail 17
Compte de résultat sur 5 ans 18

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020

dont le total est 8 076 184,12 € et le résultat s'élève à 382 573,02 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

L'exercice précédent a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2019

Règles et méthodes comptables

Base de Préparation des comptes sociaux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

· continuité de l'exploitation,

· permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

· indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC no 2014-03 relatif au PCG, modifié par le règlement ANC no 2015-06 ainsi que par le règlement ANC no 2016-07).

L'adoption du Règlement ANC n° 2015-06 modifiant le Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général n'a aucun impact sur les comptes de la société, la société n'ayant que des fonds de commerce non amortis qui faisaient déjà l'objet d'un test de dépréciation annuel et n'ayant aucun mali technique inscrit à son actif.

Changement de règles et méthodes comptable

La société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Frais de constitution	Linéaire	1 à 3 ans
Frais d'établissement		

Frais d'augmentation de capital		
Frais de recherche et de développement		
Droit de bail		
Fonds commercial		
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 3 ans

Fonds de commerce

En l'absence de limite prévisible de la durée des avantages économiques attendus par notre entité, la durée d'utilisation de ces fonds commerciaux a été considérée comme non limitée.

Conformément au règlement ANC 2015-06, ces derniers ne font pas l'objet d'un amortissement mais sont soumis à un test de dépréciation annuel.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

· à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires

· à leur coût de production

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

La société n'a pas pris l'option d'activer les coûts d'emprunts.

En application de l'approche par composants, l'entreprise utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte. Les amortissements pour dépréciation des immobilisations sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	5 à 40 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	4 à 20 ans
Matériels et outillages industriels	Linéaire/Dégressif	2 à 5 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire/Dégressif	2 à 12 ans
Mobilier et matérielde bureau	Linéaire	3 à 10 ans

Amortissements dérogatoires

En complément, un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions règlementées, est constaté à chaque fois que les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables.

La contrepartie des provisions règlementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions règlementées - Amortissements dérogatoires".

Titres de participations

Figurent essentiellement dans ce poste les titres de participation ainsi que les créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable, ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires. Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisitions.

A toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité représentant ce que l'entité accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir. Les éléments suivants sont pris en considération pour estimer la valeur d'utilité : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, conjoncture économique, ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction d'origine.

Autres immobilisations financières

Figurent essentiellement dans ce poste les dépôts et cautionnements versés.

Stocks et en cours

Les stocks comprennent essentiellement les pièces détachées ainsi que le carburant.

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti) sur la base du prix d'achat et des frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque :
· l'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'évènements passés.
· il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
· le montant de la provision peut être estimé de manière fiable

Dettes et frais d'émission des emprunts

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

Les frais d'émission d'emprunts sont constatés directement en charges.

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels incluent les éléments extraordinaires, ainsi que les éléments qualifiés d'exceptionnels dans leur nature par le droit comptable, principalement les résultats sur cessions d'immobilisations.

Impôts sur les bénéfices

La société a opté pour le régime d'imposition des groupes tel que défini aux articles 223A à 223Q du Code Général des Impôts.

La charge d'impôt est supportée par chaque société du groupe à hauteur du montant d'impôt dont elles auraient été redevables en l'absence d'intégration.

Informations sur les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées effectuées sont conclues à des conditions normales de marché.

Faits caractéristiques

Aucun fait significatif n'est à signaler au cours de cet exercice.

Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement postérieur à la date de clôture n'est à signaler.

Bilan actif

BILAN-ACTIF	2020			2019
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	-		-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de développement	-	-	-	-
Concessions,brevets et droits similaires	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Avances sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
TOTAL immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Terrains	445 083	28 185	416 898	432 443
Constructions	2 645 552	391 363	2 254 189	2 003 551
Installations techniques, matériel	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	37 918	11 488	26 431	25 889
Immobilisations en cours	138 370	-	138 370	268 498
Avances et acomptes	-	-	-	-
TOTAL immobilisations corporelles	*3 266 923*	*431 036*	*2 835 888*	*2 730 381*
Participations selon la méthode de meq	-	-	-	-
Autres participations	2 753 750	-	2 753 750	2 753 750
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL immobilisations financières	*2 753 750*	-	*2 753 750*	*2 753 750*
Total Actif Immobilisé (II)	*6 020 674*	*431 036*	*5 589 638*	*5 484 131*
Matières premières, approvisionnements	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
TOTAL Stock	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	18 297	-	18 297	17 550
Clients et comptes rattachés	5 978	-	5 978	76 437
Autres créances	2 462 272	-	2 462 272	2 832 281
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
TOTAL Créances	*2 486 546*	-	*2 486 546*	*2 926 267*
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
dont actions propres:				
Disponibilités	-	-	-	-
TOTAL Disponibilités	-	-	-	-
Charges constatées d'avance	-	-	-	-
Total Actif Circulant (III)	*2 486 546*	-	*2 486 546*	*2 926 267*
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	-		-	-
Prime de remboursement des obligations (V)	-		-	-
Ecarts de conversion actif (VI)	-		-	-
Total Général (I à VI)	*8 507 220*	*431 036*	*8 076 184*	*8 410 398*

Bilan passif

BILAN PASSIF			2020	2019
Capital social ou individuel	dont versé :	1 001 000	1 001 000	1 001 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			670 776	670 776
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence	0	138 184	138 184
Réserve légale			100 100	100 100
Réserves statutaires ou contractuelles			-	-
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :	0	-	-
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	0	112 721	112 721
TOTAL Réserves			**212 821**	**212 821**
Report à nouveau			2 462 020	2 472 432
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			**382 573**	**353 588**
Subventions d'investissement			-	-
Provisions réglementées			52 467	55 402
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)			***4 919 841***	***4 904 203***
Produit des émissions de titres participatifs			-	-
Avances conditionnées			-	-
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			-	-
Provisions pour risques			-	-
Provisions pour charges			-	-
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)			-	-
Emprunts obligataires convertibles			-	-
Autres emprunts obligataires			-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			3 055 447	3 249 937
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs :	0	16 755	18 408
TOTAL Dettes financières			***3 072 202***	***3 268 345***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			30 385	45 361
Dettes fiscales et sociales			4 943	31 408
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			48 640	159 676
Autres dettes			174	1 405
TOTAL Dettes d'exploitation			***84 142***	***237 850***
Produits constatés d'avance			-	-
TOTAL DETTES (IV)			***3 156 343***	***3 506 195***
Ecart de conversion Passif (V)			-	-
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)			***8 076 184***	***8 410 398***

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT		2020			2019
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises		-	-	-	-
Production vendue biens		-	-	-	-
Production vendue services		418 064	-	418 064	416 443
Chiffres d'affaires nets		***418 064***	***-***	***418 064***	***416 443***
Production stockée				-	-
Production immobilisée				-	-
Subventions d'exploitation				-	-
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				-	-
Autres produits				2	1
Total des produits d'exploitation (I)				***418 067***	***416 443***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				-	-
Variation de stock (marchandises)				-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				-	-
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				-	-
Autres achats et charges externes				17 882	79 647
Impôts, taxes et versements assimilés				59 352	51 728
Salaires et traitements				-	-
Charges sociales				-	-
Dotations d'exploitation	sur immobilisations : Dotations aux amortissements			127 923	93 236
	sur immobilisations : Dotations aux provisions			-	-
	Sur actif circulant : dotations aux provisions			-	-
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			-	-
Autres charges				0	2
Total des charges d'exploitation (II)				***205 157***	***224 613***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				212 909	191 831
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				335 787	325 595
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				-	-
Produits financiers de participations				5 978	5 891
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				-	-
Autres intérêts et produits assimilés				-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges				-	-
Différences positives de change				-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				-	-
Total des produits financiers (V)				***5 978***	***5 891***
Dotations financières aux amortissements et provisions				-	-
Intérêts et charges assimilées				43 464	44 724
Différences négatives de change				-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				-	-
Total des charges financières (VI)				***43 464***	***44 724***
RÉSULTAT FINANCIER				- 37 486	- 38 833
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				511 210	478 593

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	2020	2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 731	22 500
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 936	8 564
Total des produits exceptionnels (VII)	***26 667***	***31 064***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	19 059	23 648
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	5 701
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***19 059***	***29 349***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**7 608**	**1 715**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	-	-
Impôts sur les bénéfices (X)	136 245	126 720
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***786 498***	***778 994***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***403 925***	***425 406***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	***382 573***	***353 588***

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acquisitions, apports
Frais d'établissement et de développement (I)			-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			-	-	-
Terrains			445 083	-	-
Constructions		Sur sol propre	1 195 948	-	56 200
		Sur sol d'autrui	-	-	-
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 090 545	-	302 858
Installations techniques, matériel et outillage industriels			-	-	-
Autres immobilisations corporelles		Installations générales, agencements, aménagements divers	32 097	-	4 500
		Matériel de transport	-	-	-
		Matériel de bureau et mobilier informatique	1 321	-	-
		Emballages récupérables et divers	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours			268 498	-	228 930
Avances et acomptes			-	-	-
		TOTAL (III)	*3 033 493*	-	*592 488*
Participations évaluées par mise en équivalence			-	-	-
Autres participations			2 753 750	-	-
Autres titres immobilisés			-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières			-	-	-
		TOTAL (IV)	*2 753 750*	-	-
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	*5 787 244*	-	*592 488*

Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)			-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			-	-	-	-
Terrains			-	-	445 083	32 266
Constructions		Sur sol propre	-	-	1 252 148	-
		Sur sol d'autrui	-	-	-	-
		agencements et aménagements des	-	-	1 393 404	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels			-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles		agencements,	-	-	36 597	-
		Matériel de transport	-	-	-	-
		Matériel de bureau et mobilier informatique	-	-	1 321	-
		Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours			359 058	-	138 370	-
Avances et acomptes			-	-	-	-
		TOTAL (III)	*359 058*	-	*3 266 923*	*32 266*
Participations évaluées par mise en équivalence			-	-	-	-
Autres participations			-	-	2 753 750	-
Autres titres immobilisés			-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières			-	-	-	-
		TOTAL (IV)	-	-	*2 753 750*	-
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	*359 058*	-	*6 020 674*	*32 266*

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		-	-	-	-
Terrains		12 641	15 545	-	28 185
Constructions	Sur sol propre	167 190	45 614	-	212 804
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Installations générales, agencements	115 752	62 806	-	178 559
Installations techniques, matériels et outillages		-	-	-	-
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	6 618	3 898	-	10 517
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	911	60	-	971
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		*303 112*	*127 923*	-	*431 036*
TOTAL GENERAL (I + II + III)		*303 112*	*127 923*	-	*431 036*

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-	-	-
Constructions :							
sol propre	-	-	-	2 618	-	-	- 2 618
sol autrui	-	-	-	-	-	-	-
install.	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	-	-	-	-	-	-	-
Inst gén.	-	-	-	318	-	-	- 318
M.Transport	-	-	-	-	-	-	-
Mat bureau.	-	-	-	-	-	-	-
Emball.	-	-	-	-	-	-	-
CORPO.	-	-	-	*2 936*	-	-	*- 2 936*
Acquis. de titres	-			-			-
TOTAL		-	-	2 936	-	-	- 2 936

Cadre C	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises			Fin de l'exercice
			Utilisées	Non Utilisées	Total Reprises	
Provisions gisements miniers et pétroliers	-	-		-	-	-
Provisions investissements	-	-		-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-		-	-	-
Amortissements dérogatoires	55 402	- 0		2 936	2 936	52 467
- - Dont majorations exceptionnelles de 30%	-	-		-	-	-
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	-	-		-	-	-
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	-	-		-	-	-
Provisions pour prêts d'installation	-	-		-	-	-
Autres provisions réglementées	-	-		-	-	-
TOTAL (I)	*55 402*	*- 0*	-	*2 936*	*2 936*	*52 467*
Provisions pour litige	-	-		-	-	-
Provisions pour garanties	-	-		-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-		-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-		-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-		-	-	-
Provisions pour pensions	-	-		-	-	-
Provisions pour impôts	-	-		-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-		-	-	-
Provisions pour gros entretien	-	-		-	-	-
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	-	-		-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-		-	-	-
TOTAL (II)	-	-	-	-	-	-
Provisions sur immos incorporelles	-	-		-	-	-
Provisions sur immos corporelles	-	-		-	-	-
Provisions sur titres mis en équivalence	-	-		-	-	-
Provisions sur titres de participations	-	-		-	-	-
Provisions sur autres immos financières	-	-		-	-	-
Provisions sur stocks	-	-		-	-	-
Provisions sur comptes clients	-	-		-	-	-
Autres provisions pour dépréciations	-	-		-	-	-
TOTAL (III)	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III)	*55 402*	*- 0*	-	*2 936*	*2 936*	*52 467*
Dont dotations et reprises d'exploitation		-		-	-	
Dont dotations et reprises financières		-		-	-	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		-		2 936	2 936	
dépréciations des titres mis en équivalence						-

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		-	-	-
Prêts		-	-	-
Autres immos financières		-	-	-
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		*-*	*-*	*-*
Clients douteux ou litigieux		-	-	-
Autres créances		5 978	5 978	-
Créances représentatives de titres prêtés		-	-	-
Personnel et comptes rattachés		-	-	-
Securité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 669	3 669	-
	Autres impôts	-	-	-
	Etat - divers	-	-	-
Groupes et associés		2 457 621	335 787	2 121 834
Débiteurs divers		982	982	-
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		*2 468 250*	*346 416*	*2 121 834*
Charges constatées d'avance		-	-	-
TOTAL DES CREANCES		*2 468 250*	*346 416*	*2 121 834*
Prêts accordés en cours d'exercice		-		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		-		
Prêts et avances consentis aux associés		-		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		52	52	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		3 055 395	471 113	1 978 002	606 279
Emprunts et dettes financières divers		7 230	-	7 230	-
Fournisseurs et comptes rattachés		30 385	30 385	-	-
Personnel et comptes rattachés		-	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	4 502	4 502	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts	441	441	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		48 640	48 640	-	-
Groupes et associés		9 525	9 525	-	-
Autres dettes		174	174	-	-
Dette représentative de titres empruntés		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL DES DETTES		*3 156 343*	*564 832*	*1 985 232*	*606 279*
Emprunts souscrits en cours d'exercice		-	Emprunts auprès des associés personnes physiques		-
Emprunts remboursés en cours d'exercice		194 261			

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant au 31/12/2020

	Montant garanti	Nature de la sûreté consentie	Valeurs nettes comptables
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits			
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés			
Autres dettes			

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
OSEO	1 432 148	223 361	954 222	254 566
LCL	1 620 493	244 999	1 023 781	351 713
	-			
	-			
	-			
	-			
A.Total engagements liés à l'exploitation	**3 052 641**	**468 360**	**1 978 002**	**606 279**
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
B.Total engagements liés au financement	**-**	**-**	**-**	**-**
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
C. Total autres engagements donnés	**-**	**-**	**-**	**-**
I. Total engagements donnés (A+B+C)	**3 052 641**	**468 360**	**1 978 002**	**606 279**
Engagements reçus (à détailler)				
ETF (LCL)	1 620 493	244 999	1 023 781	351 713
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
II. Total engagements reçus	**1 620 493**	**244 999**	**1 023 781**	**351 713**
Engagements réciproques (à détailler)				
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
III. Total engagements réciproques	**-**	**-**	**-**	**-**

Crédit Bail

Néant au 31/12/2020

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					-
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					-
· Dotation de l'exercice					-
Total	-	-	-	-	-
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs					-
· Exercices					-
Total	-	-	-	-	-
Redevances restant à payer :					
· A 1 an au plus					-
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					-
· A plus de 5 ans					-
Total	-	-	-	-	-
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					-
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					-
· A plus de 5 ans					-
Total	-	-	-	-	-
Montant pris en charge dans l'exercice					-

SOCIETE MASUY

Société par actions simplifiée au capital de 1.001.000 €

Siège Social : Le Fonteny - 44220 COUERON

R.C.S. NANTES 007 180 680

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 16 JUIN 2021

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

RESOLUTION PROPOSEE ET ADOPTEE

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élevant à la somme de 382.573 €, augmenté du report à nouveau antérieur créditeur s'élevant à 2.462.020 €, soit la somme de 2.844.593 €, de la manière suivante :

- A titre de dividendes : 377.000 €
- Le solde au compte « report à nouveau » :
  ramenant ce compte au montant créditeur de : 2.467.593 €

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter du 31 juillet 2021. Il ne sera pas éligible à l'abattement de 40 % pour son intégralité, soit 377.000 €.

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Distribution globale	Abattement 40%	Sans abattement
2017	-	-	-
2018	-	-	-
2019	364.000 €	-	364.000 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des votants.

Certifié conforme

Extrait Certifié Conforme

Société Masuy

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres

ERNST & YOUNG et Autres
3, rue Emile Masson
CS 21919
44019 Nantes cedex 1

Tél. : +33 (0) 2 51 17 43 00
www.ey.com/fr

Société Masuy

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la Société Masuy,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Masuy relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 1er juin 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Willy Rocher

COMPTES ANNUELS

SOCIETE MASUY

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Siège social: 0 Le Fonteny 44220 COUERON

DATE DE CLOTURE : 31/12/2020

Bilan actif

BILAN-ACTIF	2020			2019
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	-		-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de développement	-	-	-	-
Concessions,brevets et droits similaires	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Avances sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
TOTAL immobilisations incorporelles	**-**	**-**	**-**	**-**
Terrains	445 083	28 185	416 898	432 443
Constructions	2 645 552	391 363	2 254 189	2 003 551
Installations techniques, matériel	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	37 918	11 488	26 431	25 889
Immobilisations en cours	138 370	-	138 370	268 498
Avances et acomptes	-	-	-	-
TOTAL immobilisations corporelles	***3 266 923***	***431 036***	***2 835 888***	***2 730 381***
Participations selon la méthode de meq	-	-	-	-
Autres participations	2 753 750	-	2 753 750	2 753 750
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL immobilisations financières	***2 753 750***	**-**	***2 753 750***	***2 753 750***
Total Actif Immobilisé (II)	***6 020 674***	***431 036***	***5 589 638***	***5 484 131***
Matières premières, approvisionnements	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
TOTAL Stock	**-**	**-**	**-**	**-**
Avances et acomptes versés sur commandes	18 297	-	18 297	17 550
Clients et comptes rattachés	5 978	-	5 978	76 437
Autres créances	2 462 272	-	2 462 272	2 832 281
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
TOTAL Créances	***2 486 546***	**-**	***2 486 546***	***2 926 267***
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
dont actions propres:				
Disponibilités	-	-	-	-
TOTAL Disponibilités	**-**	**-**	**-**	**-**
Charges constatées d'avance	-	-	-	-
Total Actif Circulant (III)	***2 486 546***	**-**	***2 486 546***	***2 926 267***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	-		-	-
Prime de remboursement des obligations (V)	-		-	-
Ecarts de conversion actif (VI)	-		-	-
Total Général (I à VI)	***8 507 220***	***431 036***	***8 076 184***	***8 410 398***

Bilan passif

BILAN-PASSIF			2020	2019
Capital social ou individuel	dont versé :	1 001 000	1 001 000	1 001 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			670 776	670 776
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence	0	138 184	138 184
Réserve légale			100 100	100 100
Réserves statutaires ou contractuelles			-	-
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :	0	-	-
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	0	112 721	112 721
TOTAL Réserves			**212 821**	**212 821**
Report à nouveau			2 462 020	2 472 432
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			**382 573**	**353 588**
Subventions d'investissement			-	-
Provisions réglementées			52 467	55 402
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)			***4 919 841***	***4 904 203***
Produit des émissions de titres participatifs			-	-
Avances conditionnées			-	-
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			***-***	***-***
Provisions pour risques			-	-
Provisions pour charges			-	-
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)			***-***	***-***
Emprunts obligataires convertibles			-	-
Autres emprunts obligataires			-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			3 055 447	3 249 937
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs :	0	16 755	18 408
TOTAL Dettes financières			***3 072 202***	***3 268 345***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			30 385	45 361
Dettes fiscales et sociales			4 943	31 408
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			48 640	159 676
Autres dettes			174	1 405
TOTAL Dettes d'exploitation			***84 142***	***237 850***
Produits constatés d'avance			-	-
TOTAL DETTES (IV)			***3 156 343***	***3 506 195***
Ecart de conversion Passif (V)			-	-
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)			***8 076 184***	***8 410 398***

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT			2020			2019
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises			-	-	-	-
Production vendue biens			-	-	-	-
Production vendue services			418 064	-	418 064	416 443
Chiffres d'affaires nets			***418 064***	***-***	***418 064***	***416 443***
Production stockée					-	-
Production immobilisée					-	-
Subventions d'exploitation					-	-
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					-	-
Autres produits					2	1
Total des produits d'exploitation (I)					***418 067***	***416 443***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					-	-
Variation de stock (marchandises)					-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					-	-
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					-	-
Autres achats et charges externes					17 882	79 647
Impôts, taxes et versements assimilés					59 352	51 728
Salaires et traitements					-	-
Charges sociales					-	-
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements			127 923	93 236
		Dotations aux provisions			-	-
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				-	-
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				-	-
Autres charges					0	2
Total des charges d'exploitation (II)					***205 157***	***224 613***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					212 909	191 831
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					335 787	325 595
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					-	-
Produits financiers de participations					5 978	5 891
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					-	-
Autres intérêts et produits assimilés					-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges					-	-
Différences positives de change					-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					-	-
Total des produits financiers (V)					***5 978***	***5 891***
Dotations financières aux amortissements et provisions					-	-
Intérêts et charges assimilées					43 464	44 724
Différences négatives de change					-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					-	-
Total des charges financières (VI)					***43 464***	***44 724***
RÉSULTAT FINANCIER					- 37 486	- 38 833
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					511 210	478 593

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	2020	2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 731	22 500
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 936	8 564
Total des produits exceptionnels (VII)	***26 667***	***31 064***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	19 059	23 648
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	5 701
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***19 059***	***29 349***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**7 608**	**1 715**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	-	-
Impôts sur les bénéfices (X)	136 245	126 720
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***786 498***	***778 994***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***403 925***	***425 406***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	***382 573***	***353 588***

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020

dont le total est 8 076 184,12 € et le résultat s'élève à 382 573,02 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

L'exercice précédent a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2019

Règles et méthodes comptables

Base de Préparation des comptes sociaux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

· continuité de l'exploitation,

· permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

· indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC no 2014-03 relatif au PCG, modifié par le règlement ANC no 2015-06 ainsi que par le règlement ANC no 2016-07).

L'adoption du Règlement ANC n° 2015-06 modifiant le Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général n'a aucun impact sur les comptes de la société, la société n'ayant que des fonds de commerce non amortis qui faisaient déjà l'objet d'un test de dépréciation annuel et n'ayant aucun mali technique inscrit à son actif.

Changement de règles et méthodes comptable

La société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Frais de constitution	Linéaire	1 à 3 ans
Frais d'établissement		

Frais d'augmentation de capital		
Frais de recherche et de développement		
Droit de bail		
Fonds commercial		
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 3 ans

Fonds de commerce

En l'absence de limite prévisible de la durée des avantages économiques attendus par notre entité, la durée d'utilisation de ces fonds commerciaux a été considérée comme non limitée.

Conformément au règlement ANC 2015-06, ces derniers ne font pas l'objet d'un amortissement mais sont soumis à un test de dépréciation annuel.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

· à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires

· à leur coût de production

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

La société n'a pas pris l'option d'activer les coûts d'emprunts.

En application de l'approche par composants, l'entreprise utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte. Les amortissements pour dépréciation des immobilisations sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	5 à 40 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	4 à 20 ans
Matériels et outillages industriels	Linéaire/Dégressif	2 à 5 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire/Dégressif	2 à 12 ans
Mobilier et matérielde bureau	Linéaire	3 à 10 ans

Amortissements dérogatoires

En complément, un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions règlementées, est constaté à chaque fois que les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables.

La contrepartie des provisions règlementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions règlementées - Amortissements dérogatoires".

Titres de participations

Figurent essentiellement dans ce poste les titres de participation ainsi que les créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable, ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires. Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisitions.

A toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité représentant ce que l'entité accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir. Les éléments suivants sont pris en considération pour estimer la valeur d'utilité : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, conjoncture économique, ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction d'origine.

Autres immobilisations financières

Figurent essentiellement dans ce poste les dépôts et cautionnements versés.

Stocks et en cours

Les stocks comprennent essentiellement les pièces détachées ainsi que le carburant.

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti) sur la base du prix d'achat et des frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque :
· l'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'évènements passés.
· il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
· le montant de la provision peut être estimé de manière fiable

Dettes et frais d'émission des emprunts

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

Les frais d'émission d'emprunts sont constatés directement en charges.

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels incluent les éléments extraordinaires, ainsi que les éléments qualifiés d'exceptionnels dans leur nature par le droit comptable, principalement les résultats sur cessions d'immobilisations.

Impôts sur les bénéfices

La société a opté pour le régime d'imposition des groupes tel que défini aux articles 223A à 223Q du Code Général des Impôts.

La charge d'impôt est supportée par chaque société du groupe à hauteur du montant d'impôt dont elles auraient été redevables en l'absence d'intégration.

Informations sur les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées effectuées sont conclues à des conditions normales de marché.

Faits caractéristiques

Aucun fait significatif n'est à signaler au cours de cet exercice.

Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement postérieur à la date de clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)			-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			-	-	-
Terrains			445 083	-	-
Constructions		Sur sol propre	1 195 948	-	56 200
		Sur sol d'autrui	-	-	-
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 090 545	-	302 858
Installations techniques, matériel et outillage industriels			-	-	-
Autres immobilisations corporelles		Installations générales, agencements, aménagements divers	32 097	-	4 500
		Matériel de transport	-	-	-
		Matériel de bureau et mobilier informatique	1 321	-	-
		Emballages récupérables et divers	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours			268 498	-	228 930
Avances et acomptes			-	-	-
		TOTAL (III)	***3 033 493***	***-***	***592 488***
Participations évaluées par mise en équivalence			-	-	-
Autres participations			2 753 750	-	-
Autres titres immobilisés			-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières			-	-	-
		TOTAL (IV)	***2 753 750***	***-***	***-***
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	***5 787 244***	***-***	***592 488***

Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)			-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			-	-	-	-
Terrains			-	-	445 083	32 266
Constructions		Sur sol propre	-	-	1 252 148	-
		Sur sol d'autrui	-	-	-	-
		agencements et aménagements des	-	-	1 393 404	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels			-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles		agencements,	-	-	36 597	-
		Matériel de transport	-	-	-	-
		Matériel de bureau et mobilier informatique	-	-	1 321	-
		Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours			359 058	-	138 370	-
Avances et acomptes			-	-	-	-
		TOTAL (III)	***359 058***	***-***	***3 266 923***	***32 266***
Participations évaluées par mise en équivalence			-	-	-	-
Autres participations			-	-	2 753 750	-
Autres titres immobilisés			-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières			-	-	-	-
		TOTAL (IV)	***-***	***-***	***2 753 750***	***-***
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	***359 058***	***-***	***6 020 674***	***32 266***

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		-	-	-	-
Terrains		12 641	15 545	-	28 185
Constructions	Sur sol propre	167 190	45 614	-	212 804
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Installations générales, agencements	115 752	62 806	-	178 559
Installations techniques, matériels et outillages		-	-	-	-
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	6 618	3 898	-	10 517
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	911	60	-	971
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		***303 112***	***127 923***	-	***431 036***
TOTAL GENERAL (I + II + III)		***303 112***	***127 923***	-	***431 036***

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-	-	-
Constructions :							
sol propre	-	-	-	2 618	-	-	- 2 618
sol autrui	-	-	-	-	-	-	-
install.	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	-	-	-	-	-	-	-
Inst gén.	-	-	-	318	-	-	- 318
M.Transport	-	-	-	-	-	-	-
Mat bureau.	-	-	-	-	-	-	-
Emball.	-	-	-	-	-	-	-
CORPO.	-	-	-	***2 936***	-	-	***- 2 936***
Acquis. de titres	-			-			-
TOTAL		-	-	2 936	-	-	- 2 936

Cadre C	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises			Fin de l'exercice
			Utilisées	Non Utilisées	Total Reprises	
Provisions gisements miniers et pétroliers	-	-		-	-	-
Provisions investissements	-	-		-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-		-	-	-
Amortissements dérogatoires	55 402	- 0		2 936	2 936	52 467
- - Dont majorations exceptionnelles de 30%	-	-		-	-	-
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	-	-		-	-	-
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	-	-		-	-	-
Provisions pour prêts d'installation	-	-		-	-	-
Autres provisions réglementées	-	-		-	-	-
TOTAL (I)	***55 402***	***- 0***	***-***	***2 936***	***2 936***	***52 467***
Provisions pour litige	-	-		-	-	-
Provisions pour garanties	-	-		-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-		-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-		-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-		-	-	-
Provisions pour pensions	-	-		-	-	-
Provisions pour impôts	-	-		-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-		-	-	-
Provisions pour gros entretien	-	-		-	-	-
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	-	-		-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-		-	-	-
TOTAL (II)	***-***	***-***	***-***	***-***	***-***	***-***
Provisions sur immos incorporelles	-	-		-	-	-
Provisions sur immos corporelles	-	-		-	-	-
Provisions sur titres mis en équivalence	-	-		-	-	-
Provisions sur titres de participations	-	-		-	-	-
Provisions sur autres immos financières	-	-		-	-	-
Provisions sur stocks	-	-		-	-	-
Provisions sur comptes clients	-	-		-	-	-
Autres provisions pour dépréciations	-	-		-	-	-
TOTAL (III)	***-***	***-***	***-***	***-***	***-***	***-***
TOTAL GENERAL (I + II + III)	***55 402***	***- 0***	***-***	***2 936***	***2 936***	***52 467***
Dont dotations et reprises d'exploitation		-		-	-	
Dont dotations et reprises financières		-		-	-	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		-		2 936	2 936	
dépréciations des titres mis en équivalence						-

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		-	-	-
Prêts		-	-	-
Autres immos financières		-	-	-
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		**-**	**-**	**-**
Clients douteux ou litigieux		-	-	-
Autres créances		5 978	5 978	-
Créances représentatives de titres prêtés		-	-	-
Personnel et comptes rattachés		-	-	-
Securité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 669	3 669	-
	Autres impôts	-	-	-
	Etat - divers	-	-	-
Groupes et associés		2 457 621	335 787	2 121 834
Débiteurs divers		982	982	-
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		***2 468 250***	***346 416***	***2 121 834***
Charges constatées d'avance		-	-	-
TOTAL DES CREANCES		***2 468 250***	***346 416***	***2 121 834***
Prêts accordés en cours d'exercice		-		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		-		
Prêts et avances consentis aux associés		-		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		52	52	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		3 055 395	471 113	1 978 002	606 279
Emprunts et dettes financières divers		7 230	-	7 230	-
Fournisseurs et comptes rattachés		30 385	30 385	-	-
Personnel et comptes rattachés		-	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	4 502	4 502	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts	441	441	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		48 640	48 640	-	-
Groupes et associés		9 525	9 525	-	-
Autres dettes		174	174	-	-
Dette représentative de titres empruntés		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL DES DETTES		***3 156 343***	***564 832***	***1 985 232***	***606 279***
Emprunts souscrits en cours d'exercice		-	Emprunts auprès des associés personnes physiques		-
Emprunts remboursés en cours d'exercice		194 261			

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant au 31/12/2020

	Montant garanti	Nature de la sûreté consentie	Valeurs nettes comptables
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits			
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés			
Autres dettes			

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
OSEO	1 432 148	223 361	954 222	254 566
LCL	1 620 493	244 999	1 023 781	351 713
	-			
	-			
	-			
	-			
A.Total engagements liés à l'exploitation	**3 052 641**	**468 360**	**1 978 002**	**606 279**
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
B.Total engagements liés au financement	**-**	**-**	**-**	**-**
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
C. Total autres engagements donnés	**-**	**-**	**-**	**-**
I. Total engagements donnés (A+B+C)	**3 052 641**	**468 360**	**1 978 002**	**606 279**
Engagements reçus (à détailler)				
ETF (LCL)	1 620 493	244 999	1 023 781	351 713
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
II. Total engagements reçus	**1 620 493**	**244 999**	**1 023 781**	**351 713**
Engagements réciproques (à détailler)				
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
	-			
III. Total engagements réciproques	**-**	**-**	**-**	**-**

Crédit Bail

Néant au 31/12/2020

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					-
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					-
· Dotation de l'exercice					-
Total	-	-	-	-	-
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs					-
· Exercices					-
Total	-	-	-	-	-
Redevances restant à payer :					
· A 1 an au plus					-
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					-
· A plus de 5 ans					-
Total	-	-	-	-	-
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					-
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					-
· A plus de 5 ans					-
Total	-	-	-	-	-
Montant pris en charge dans l'exercice					-